

ASSEMBLÉE NATIONALE

26 juin 2025

INTERDIRE UN MARIAGE EN FRANCE LORSQUE L'UN DES FUTURS ÉPOUX RÉSIDE DE
FAÇON IRRÉGULIÈRE SUR LE TERRITOIRE - (N° 1583)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION

N° 144

SOUS-AMENDEMENT

présenté par
Mme Sebaihi et M. Davi

à l'amendement n° 13 de Mme Balage El Mariky

ARTICLE 1ER B

À l'alinéa 4, après le mot :

« mots : « »

insérer les mots :

« , le cas échéant avec l'assistance d'un avocat, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Ce sous-amendement du groupe Écologiste et Social vise à préciser que l'exercice de la voie de recours peut s'effectuer avec l'assistance d'un avocat ou d'une avocate dont le rôle est essentiel pour garantir le respect des droits des personnes étrangères.